



**PRÉFET
DU GARD**

Liberté
Égalité
Fraternité

dossier n° PC 030 081 24 R0005

date de dépôt : 16 juillet 2024

demandeur : Commissariat à l'Energie Atomique,
représenté par Monsieur BEDOUCHA Michel

pour : Construction d'un bâtiment d'enseignement
sur le site de Marcoule - Projet INVICTUS

adresse terrain : Les Fontasses - ZAC Marcel
Boiteux lieu-dit Marcoule, à Chusclan (30200)

ASUS V01 8

ARRÊTÉ
accordant un permis de construire
au nom de l'État

Le préfet de Gard, Chevalier de la Légion d'honneur, Chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu la demande de permis de construire présentée le 16 juillet 2024 par Commissariat à l'Energie Atomique, représenté par BEDOUCHA Michel demeurant lieu-dit MARCOULE, Chusclan (30200);

Vu l'objet de la demande :

- pour la construction d'un bâtiment d'enseignement sur le site de Marcoule - Projet INVICTUS ;
- sur un terrain situé Les Fontasses - ZAC Marcel Boiteux lieu-dit Marcoule, à Chusclan (30200) ;
- pour une surface de plancher créée de 740 m² ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu l'avis favorable du maire du 01/08/2024

Vu le Plan Local d'Urbanisme approuvé le 21/03/2012, première modification simplifiée le 20/01/2014 ;

Vu le règlement de la zone **Ux** du PLU ;

Vu l'avis de la sous commission départementale de sécurité en date du 26/09/2024 ;

Vu l'avis de la sous commission départementale d'accessibilité en date du 20/09/2024 ;

Considérant la demande de dérogation en matière de sécurité incendie concernant le positionnement de la surveillance de la centrale en dehors de l'établissement lui-même ;

Considérant la compensation proposée consistant :

- à reporter la surveillance du SSI de catégorie A au niveau du PC sécurité du site Marcoule dans lequel se trouve du personnel exclusivement formé à la sécurité du site ;

Considérant que le projet satisfait aux dispositions réglementaires applicables

ARRÊTE

Article 1

Le permis de construire est ACCORDÉ sous réserve de respecter les prescriptions mentionnées aux articles suivants :

Article 2

La dérogation en matière de sécurité incendie est ACCORDEE.

Article 3

SECURITE et ACCESSIBILITE : les prescriptions émises par les deux commissions devront être mises en œuvre dans le cadre de la réalisation du projet.

A NIMES, le

- 8 NOV. 2024

Le préfet

Pour le préfet,
le secrétaire général

Yann GÉRARD

La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent dans le délai de deux mois à compter de la date de sa notification. Ce recours peut être effectué au moyen de l'application informatique "Télerecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Durée de validité du permis :

Conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme, et en application du décret n°2016-6 du 05 janvier 2016, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de 3 an(s) à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité du permis est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

Conformément aux articles R.424-21 et R.424-22, l'autorisation peut être prorogée deux fois pour une durée d'un an, sur demande de son bénéficiaire si les prescriptions d'urbanisme et les servitudes administratives de tous ordres auxquelles est soumis le projet n'ont pas évolué de façon défavorable à son égard. Dans ce cas la demande de prorogation est établie en deux exemplaires et adressée par pli recommandé ou déposée à la mairie deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité.

Le (ou les) bénéficiaire du permis / de la déclaration préalable peut commencer les travaux après avoir :

- adressé au maire, en trois exemplaires, une déclaration d'ouverture de chantier (le modèle de déclaration CERFA n° 13407 est disponible à la mairie ou sur le site internet urbanisme du gouvernement) ;
- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible à la mairie, sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux).

Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaires du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.

- dans le délai de trois mois après la date du permis, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue d'en informer préalablement le (ou les) bénéficiaire du permis et de lui permettre de répondre à ses observations.

L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers : elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

Les obligations du (ou des) bénéficiaire de l'autorisation :

Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévue par l'article L.242-1 du code des assurances.